

Droits et devoir du lecteur numérique : tous égaux devant le prêt ?

Lettres numériques - 16.05.2014 | Lecture numérique - Usages - livre numérique - prêt d'ouvrage - droits du lecteur



A l'occasion de la journée anti-DRM, l'éditeur Numeriklivres avait frappé **du poing sur la table**: « Lorsque nous demandons, en tant que lecteur que notre liberté soit respectée, nous nous devons d'être responsables dans nos actes, de ce que nous allons faire de cette liberté. Prêter un fichier numérique n'est pas un acte responsable. Partagez vos lectures sur vos blogs, les réseaux sociaux et tout ce que vous voulez, mais ne prêtez pas vos fichiers numériques. » De quoi poser longuement la question du prêt numérique.



Ceci est une pause contemplative avant le coeur du sujet
Captain Kimo, CC BY NC ND 2.0, sur Flickr

Avec Lettres numériques

Les lecteurs ont-ils les mêmes droits en papier qu'en numérique ? La réponse est certainement non. En mettant en place ce nouvel accès à la lecture, les grandes plateformes mondiales telles qu'Apple, Amazon ou Google ont imposé leurs conditions d'utilisation, annihilant par la même occasion quelques-uns des privilèges logiquement accordés au lecteur papier.

Qu'en est-il du cadre légal de la mise en place de ces contraintes auxquelles le lecteur numérique se confronte et quels sont les droits que ce dernier est en mesure de revendiquer ? Réponse dans cet article.

Sur l'échiquier numérique, écosystèmes, DRM, licences, formats propriétaires et autres éléments d'architecture imposent aux droits du lecteur une série de contraintes.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des offres et services adaptés à vos centres d'intérêts
En savoir plus et paramétrer les cookies.

OK



Recevez notre newsletter :

Adresse mail...

OK

Désinscription

de **Bibliomancienne** avait relayé en 2011 une déclaration pour les droits de l'utilisateur de livre numérique publiée initialement en anglais sur [le blog de Sarah](#).

Voici un extrait :

Les livres numériques devraient avoir les mêmes droits que les livres papier :

le droit d'utiliser les livres numériques suivant les conditions d'usage ;
le droit d'accéder aux livres numériques sur n'importe laquelle des plateformes technologiques, indépendamment de l'appareil et du logiciel que l'utilisateur choisit ;
le droit d'annoter, de citer des passages, de partager le contenu des livres numériques dans l'esprit d'un usage équitable et du droit d'auteur ;
le droit de permettre au propriétaire du livre numérique de conserver, d'archiver, de partager un livre numérique sans être soumis aux conditions de licence d'utilisateur final qui établissent essentiellement des obligations autour de l'accès, et non des droits.

Les droits sont-ils garantis ? Avec l'arrivée d'Internet, le mode de consommation des films, la musique ou encore les jeux vidéo. Les droits d'utilisation ont été mis en place afin de limiter l'accès illicite aux contenus. De ce fait, les droits de l'utilisateur ont été fortement restreints. C'est aussi le cas pour le livre numérique qui, dans certains cas, est verrouillé par des DRM (Digital Right Management) qui ne permettent la copie du fichier qu'un certain nombre de fois et sur certains appareils de lecture.

Avec les grandes librairies en ligne, ce n'est pas seulement l'utilisation du lecteur numérique qui est restreinte, à savoir le droit de reproduire ou de prêter ses livres à un tiers, mais également l'accès. Par exemple, une personne qui possède une liseuse Kindle est quasiment obligée de faire ses achats sur Amazon si elle veut se faciliter la vie.

Sur les plateformes des grands revendeurs, ce n'est pas le produit qui est vendu, mais plutôt le droit d'y accéder. Le livre n'appartient donc jamais totalement au lecteur puisque, du jour au lendemain, il peut ne plus y avoir accès. La licence d'utilisation de Google stipule par exemple que le vendeur peut décider de supprimer tous les achats du client si celui-ci n'a pas respecté les conditions établies. Les livres sont littéralement verrouillés et le lecteur n'exerce aucun droit de propriété sur un produit qu'il a pourtant payé.

L'utilisateur se trouve cloisonné dans un système qui le dépasse et pour lequel il est dépendant de son fournisseur. De cette manière, le lecteur est conditionné dans sa manière de consommer, d'autant plus que les contraintes imposées par les plateformes de vente peuvent évoluer. L'idéal serait que le lecteur numérique puisse jouir des droits similaires au lecteur papier. Il reste donc encore de nombreux chevaux de bataille pour que ce soit le cas. Notamment :

que le format des livres numériques soit compatible avec l'ensemble des appareils ;
que l'on puisse transférer ses fichiers à des appareils ;
que l'on puisse acheter des livres numériques en librairie mais aussi chez soi ;
que l'on ait une seule et unique bibliothèque virtuelle.

En France, de nombreux acteurs se positionnent déjà pour répondre aux attentes de ces lecteurs numériques comme le projet de distribution ouverte MO3T ou TEA - The ebook alternative qui veut offrir une alternative aux modèles fermés sur le marché du livre numérique. Reste à savoir si les lecteurs eux-mêmes privilégieront des projets garantissant leurs droits.



Dans la maison un grand cerf, de lire ou ne pas pouvoir ? Caroline Lamarche : la chasse est lancée !



Le défi végane 21 jours, de lire ou ne pas pouvoir ? Caroline Lamarche : la chasse est lancée !

Cyril Pedrosa, Frédéric Brrémaud et (beaucoup) d'autres nommés aux Eisner Awards



Angel Heart Saison 2, c'est terminé !

Retrouvez notre bibliothèque numérique Un nouveau membre au sein de la commission copyleft

L'écrivain Didier Daeninckx attaque Mélenchon sur sa position avant le second tour